

Vesoul, le 14/01/2022

Le directeur général de l'agence régionale de santé
Bourgogne – Franche-Comté

à

Monsieur le Directeur
Direction Départementale des Territoires
24-26 boulevard des Alliés
BP50389
70014 VESOUL CEDEX

Direction de la Santé Publique

Affaire suivie par : Sandrine EGLINGER
Courriel : ARS-BFC-DSP-SE-70@ars.sante.fr

Téléphone : 03 84 78 53 24

A l'attention de Madame MAIREY

Objet : Elaboration du PLUi de la Communauté de Communes du Triangle Vert.

Réf : 035

P. J. : Tableau sur la ressource en eau et les PPC de la CCTV par commune
Arrêtés de DUP et avis hydrogéologue agréé mentionné dans le tableau (envoi par voie dématérialisée)

Par courrier en date du 16 décembre 2021 reçu le 23 décembre, vous demandez aux services de l'ARS les éléments à porter à connaissance de la Communauté de Communes du Triangle Vert dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). L'objet de ce présent courrier est donc de rappeler les principaux enjeux sanitaires, que l'ARS souhaite voir pris en compte dans l'élaboration du PLUi de la CCTV.

Alimentation en eau potable (AEP)

Les conditions nécessaires pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau sont une ressource protégeable et protégée, ainsi que la disponibilité de la ressource en eau.

Le tableau en pièce jointe présente notamment pour chaque commune de la CCTV la ou les ressource(s) l'alimentant, ainsi que le gestionnaire de celle(s)-ci.

Protection des ressources

Le tableau en pièce jointe présente également la situation des ressources en eau vis-à-vis de l'existence ou non d'arrêté de déclaration d'utilité publique les protégeant et autorisant la collectivité à prélever de l'eau dans le milieu naturel et de la distribuer à ses abonnés.

Disponibilité de la ressource en eau

Le développement des zones à urbaniser doit être conditionné à la disponibilité quantitative et qualitative de la ressource en eau. Les éléments du dossier présenté devront le démontrer.

Le tableau en pièce jointe présente les éventuelles observations sur la qualité et la disponibilité quantitative des ressources publiques en eau destinée à la consommation humaine des communes de la CCTV au vu des informations connues par les services de l'ARS.

Présence de captage(s) et périmètre(s) de protection sur les territoires communaux

Le tableau en pièce jointe indique l'existence ou non de périmètre de protection de captage sur le territoire de chaque commune.

Pour les captages protégés par arrêté de DUP, le report des périmètres de protection est à effectuer dans le plan des servitudes, le règlement du PLUi doit être en cohérence avec la DUP et y faire référence.

Pour les captages en cours de protection, le report des projets de périmètres de protection est à réaliser sur le plan de zonage et le report des prescriptions attachées aux différents périmètres de protection de la notice explicative rédigée par l'ARS est à effectuer dans le règlement.

Pour les captages protégés par arrêté de DUP et en cours de révision, le report du captage et des périmètres de protection définis par la DUP est à effectuer dans le plan des servitudes, et le report des projets de captage et périmètres de protection définis dans le rapport de l'hydrogéologue agréé est à réaliser sur le plan de zonage. Le règlement du PLUi doit être en cohérence avec la DUP et y faire référence, et doit mentionner les prescriptions attachées aux différents périmètres de protection énoncées par la notice explicative rédigée par l'ARS dans le cadre de la révision.

Ces demandes de prise en compte des tracés des projets de captage et PPC associés s'appuient notamment sur les articles R. 151-31 et R. 151-34 du code de l'urbanisme.

De façon générale, les différents périmètres de protection d'un captage doivent être couverts par un zonage compatible avec les activités qui y sont autorisées par l'acte d'autorité publique. Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont des zones où les possibilités de construire sont réduites et devraient être classées préférentiellement en Zone Naturelle.

Pour mémoire, les servitudes énoncées par les AP de DUP sont à insérer dans un délai de 3 mois au document d'urbanisme par le biais d'une mise à jour du document d'urbanisme.

Eau minérale

Depuis 2016, la seule usine d'eau minérale embouteillée de Bourgogne-Franche-Comté est en activité à Velleminfroy (forage TOM sur la commune de Châtenois- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 avril 2016 modifié par AP du 13 juin 2019 et du 23 décembre 2019). Un périmètre sanitaire d'urgence existe autour du forage TOM. Il constitue la seule protection obligatoire. Il est défini dans l'article R. 1322-16 du CSP.

Une procédure de Déclaration d'Intérêt Public (DIP) est en cours. C'est une démarche facultative demandée par le propriétaire de la ressource. Cette DIP s'accompagne de contraintes pour les particuliers et communes situés dans le périmètre (en général, limitation de la profondeur des fouilles et de tous les forages). Elle est prévue par les articles R. 1322-17 à R. 1322-27 du CSP.

Une fois la DIP aboutie, elle devra être prise en compte dans le PLUi de la CCTV dès lors que des prescriptions seront prévues sur des constructions ou installations.

Eau pluviale

La récupération d'eau pluviale permet de réduire les prélèvements d'eau potable et de limiter les ruissellements. A ce titre, elle doit donc être encouragée, mais sous réserve du respect de la réglementation (arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments et loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite « Grenelle 2 »)). L'utilisation de l'eau de pluie à l'intérieur d'un bâtiment est soumise à déclaration en mairie.

La possibilité, sous conditions, d'utiliser de l'eau de pluie pour l'alimentation des toilettes, le lavage des sols et le lavage du linge dans les bâtiments d'habitation ou assimilés est autorisée.

Elle est interdite à l'intérieur de certains établissements recevant du public : établissement de santé, établissements sociaux et médico-sociaux d'hébergement des personnes âgées, cabinets médicaux, dentaires, laboratoires d'analyses de biologie médicale, établissement de transfusion sanguine, crèches et écoles maternelles et élémentaires.

Un système doit permettre la disconnexion entre le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et le réseau de distribution d'eau de pluie.

Eaux de loisirs

Il n'existe pas de zone de baignade déclarée sur les communes de la CCTV.

Sites et sols pollués

Un sol pollué peut avoir des conséquences sanitaires non négligeables sur l'homme. Elles dépendent de la nature des polluants, des voies d'exposition (inhalation, ingestion,...), du temps d'exposition, des concentrations, des caractéristiques de la population, etc. La possibilité d'apparition d'effets cumulatifs résultant du mélange possible des polluants est également à prendre en compte. Dans un contexte de réduction de la consommation des espaces agro-naturels et de renouvellement urbain, le changement d'usage de ces sols doit interroger sur leur compatibilité avec l'usage prévu.

Ainsi le rapport de présentation du PLUi pourra indiquer la nature et la localisation des anciens sites industriels et, s'ils sont concernés par une reconversion, les études réalisées à cet effet. Le cas échéant, le règlement pourra préciser les mesures prises pour rendre éventuellement compatibles l'état des sols des sites répertoriés et les usages projetés ou il pourra être indiqué si une servitude d'utilité publique devrait imposer des prescriptions particulières sur les sites concernés.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles, il conviendra d'éviter la construction de crèches, écoles maternelles et élémentaires, établissements hébergeant des enfants handicapés relevant du secteur médico-social, ainsi que les aires de jeux et espaces verts qui leur sont attenants, de collèges et lycées et établissements accueillant en formation professionnelle des élèves de la même tranche d'âge, sur des sites pollués.

Il serait utile que les sites pollués connus à ce jour ou recensés dans le cadre de l'étude sur le PLUi soient reportés sur le plan de zonage afin d'en conserver la mémoire.

Bruit

L'élaboration du PLUi est l'occasion de travailler en amont sur la problématique du bruit pour ce qui concerne l'exposition des populations aux bruits de voisinage produits par la proximité d'habitations ou de bâtiments sensibles au bruit vis à vis des activités économiques ou de loisirs bruyants. Le bruit pose en effet un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement.

Son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive) voire psychologiques (répétition, durée...).

La prévention des nuisances sonores est assurée en évitant de placer des zones d'habitations ou des bâtiments et équipements sensibles au bruit (établissements d'enseignement, établissements sanitaires ou sociaux ...) à proximité de sources de bruit (élevages, ateliers d'artisans, salles des fêtes communales, zone industrielle, zone d'activité,...). De même les activités bruyantes sont à implanter en fonction du respect de la tranquillité des habitants. Le guide « Plan Local d'Urbanisme et bruit - Boîte à outils de l'aménageur », élaboré par le pôle de compétence bruit de l'Isère, peut aider à mieux prendre en compte la problématique liée au bruit dans ce projet. Il est téléchargeable en format pdf via le lien internet suivant : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/plu06.pdf>

Par ailleurs, les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements conformément aux articles R. 571-25 et suivants du code de l'environnement.

Je rappelle que les dispositions en matière de lutte contre les bruits de voisinage, définies par le code de la santé publique (articles R. 1336-6 et suivants), relèvent de la compétence du maire. L'arrêté préfectoral du 18 mai 2006 portant réglementation des bruits de voisinage en Haute-Saône précisent les modalités de caractérisation de l'atteinte à la tranquillité du voisinage.

Pour mémoire, les certificats d'urbanisme et les permis de construire peuvent être refusés ou n'être accordés que sous réserve de prescriptions spéciales (article R 111-2 du code de l'urbanisme) :

- si les constructions en raison de leur localisation sont notamment susceptibles d'être exposées à des nuisances dues au bruit,
- si les constructions et installations génératrices de bruit sont de nature à porter atteinte à la salubrité publique.

En autorisant la construction d'un bâtiment et en ne prenant pas en considération les nuisances sonores susceptibles d'être subies par les occupants, ou en ne prenant pas en considération les nuisances sonores susceptibles d'être engendrées par l'activité future à l'intérieur de ce bâtiment, le maire peut commettre une erreur manifeste d'appréciation au regard du code de l'urbanisme.

Qualité de l'air extérieur

Polluants atmosphériques

La pollution atmosphérique représente un enjeu de santé publique important car l'ensemble de la population est concerné. L'exposition de la population varie selon la nature et le niveau des polluants, et en fonction de la sensibilité individuelle. Elle touche particulièrement les personnes vulnérables : femmes enceintes, nourrissons et jeunes enfants, personnes souffrant de pathologies cardiovasculaires, insuffisants cardiaques ou respiratoires, personnes asthmatiques. Par ailleurs, en cas de pics de pollution, certaines personnes sensibles voient leurs symptômes apparaître voire s'aggraver.

Afin d'abaisser les niveaux de fond de la pollution atmosphérique, il convient de promouvoir des dispositifs de réduction des émissions : diminution de la part de l'automobile, augmentation de la part des transports en commun, promotion des mobilités actives : marche à pied et vélo, performance énergétique des bâtiments, chauffage au bois labellisé.

Si les impacts du projet de PLUi s'avèrent négatifs sur l'exposition des populations actuelles et futures aux polluants atmosphériques alors les mesures envisagées pour éviter ou réduire ces effets devront être développées. L'évaluation des impacts et les mesures prévues devront plus particulièrement être précisées dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Allergie aux pollens

Selon l'Anses (rapport de mars 2014), l'allergie aux pollens touche 7% à 20 % des enfants, et de l'ordre de 30% des adultes.

L'exposition conjointe à la pollution atmosphérique et aux pollens présents dans l'air peut de plus entraîner une exacerbation des effets sur la santé.

Pour prendre en compte le risque lié aux plantes allergisantes afin de réduire l'exposition de la population aux pollens dans les espaces publics, au titre des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, le règlement du PLUi peut fournir des recommandations pour la plantation d'essences (éviter les espèces les plus allergisantes : cyprès, graminées, bouleau, ambroisie..). Les potentiels allergisants des espèces végétales sont précisés dans le guide « Végétation en ville » du RNSA disponible sous <https://www.vegetation-en-ville.org/>.

Concernant plus particulièrement l'ambroisie, l'arrêté préfectoral du 30 avril 2019 relatif à la mise en œuvre du plan de lutte dans le département de Haute-Saône fixe notamment une obligation de prévention et de destruction de l'ambroisie, plante invasive allergisante, qui s'impose à tous : public, privé, gestionnaires d'infrastructures, milieu agricole. L'arrêté incite les collectivités à la désignation d'un référent communal et intercommunal.

Qualité de l'air intérieur - Radon

La Haute-Saône est une zone à risque d'exposition au radon, gaz naturel radioactif susceptible de s'accumuler dans les espaces clos mal ventilés ou mal isolés vis-à-vis du sous-sol. Ce gaz et ses descendants solides sont reconnus comme cancérigènes certains du poumon (CIRC 1987). Le radon représente la deuxième cause de cancer du poumon derrière le tabac.

Les communes de la CCTV sont classées à potentiel radon de catégorie 1, c'est-à-dire qu'elles sont localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles.

Obligation de surveillance

L'article L. 1333-22 du CSP fixe l'obligation de surveillance. Les propriétaires ou exploitants de certaines catégories d'immeubles bâtis situés dans les zones à potentiel radon où l'exposition au radon est susceptible de porter atteinte à la santé mettent en œuvre une surveillance de cette exposition.

Selon l'article D. 1333-32 du CSP, les établissements recevant du public (ERP) pour lesquels une surveillance de l'activité volumique du radon doit être mise en place sont les :

1. établissements d'enseignement
2. établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans
3. établissements sanitaires, sociaux, médicaux sociaux avec capacité d'hébergement
4. établissements thermaux
5. établissements pénitentiaires

L'article R. 1333-33 du CSP fixe l'obligation de mesurage dans les ERP :

- dans les zones 3
- dans les zones 1 et 2 s'ils sont concernés par un dépassement de 300 Bq/m³

Mesures de gestion

En cas de dépassement de 300 Bq/m³, des actions de remédiation doivent être mises en œuvre par le propriétaire et le niveau de radon abaissé en-dessous de 300 Bq/m³ dans un délai de 3 ans après les mesures initiales. Les mesures de radon doivent être réalisées tous les 10 ans à partir des mesures initiales ou des mesures après travaux, et chaque fois que sont réalisés des travaux modifiant la ventilation des lieux ou l'étanchéité du bâtiment au radon.

Les ERP qui étaient anciennement dans un département à risque et qui étaient avant le 1er juillet 2018 entre 300 Bq/m³ et 400 Bq/m³, quelle que soit la zone où ils se situent maintenant, n'ont pas l'obligation de réaliser des actions de remédiation immédiatement et peuvent attendre le dépistage décennal. Si les résultats sont encore supérieurs à 300 Bq/m³, les mesures de gestion s'imposeront alors dans les délais réglementaires.

Pour tous conseils ou travaux de remédiation dans le parc existant, le recours à des professionnels du bâtiment formés sur la thématique radon est à recommander. Aucune norme de construction ne s'applique aux constructions neuves pour la prévention du risque radon. Néanmoins, il est recommandé aux maîtres d'ouvrage publics de prendre en compte ce risque dans le cahier des charges. La problématique de la qualité de l'air intérieur est liée à celle de la performance énergétique et de la qualité acoustique, en termes d'isolation et de ventilation des locaux notamment.

Qualité de l'air intérieur - ERP

Les enfants peuvent être exposés dans les écoles et les lieux d'accueil à plusieurs polluants émis par le mobilier, les produits d'entretien et les fournitures scolaires. Les concentrations en polluants mesurées dans l'air des écoles peuvent être parfois plus élevées que dans d'autres lieux de vie, du fait aussi de la densité d'occupation des locaux et d'un renouvellement de l'air souvent insuffisant.

Les décrets n°2015-1926 du 30 décembre 2015 et n°2015-1000 du 17 août 2015 portant sur la surveillance de la qualité de l'air intérieur établissent des valeurs limites pour le formaldéhyde (100 µg/m³), le benzène (10 µg/m³) et le dioxyde de carbone (indice de confinement 5) et imposent la mise en œuvre d'une démarche de prise en compte de la qualité de l'air intérieur, au 1er janvier 2018 pour les écoles maternelles, élémentaires et les crèches, et au 1er janvier 2020 pour les accueils de loisirs et les établissements d'enseignement du second degré.

Le dispositif réglementaire encadrant la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans ces établissements, comporte :

- une évaluation des moyens d'aération qui peut être effectuée par les services techniques de l'établissement ;
- la mise en œuvre, au choix :
 - d'une campagne de mesures de polluants (formaldéhyde, benzène, dioxyde de carbone) par un organisme accrédité. En cas de dépassement des valeurs limites, il est demandé à l'établissement de réaliser dans les 2 mois suivant les résultats des analyses, des investigations afin de déterminer les causes de ces dépassements.
 - d'une autoévaluation de la qualité de l'air au moyen du guide pratique (téléchargeable sous <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide-complet-QAI-web.pdf>), permettant d'établir un plan d'action pour l'établissement. Ce guide pratique fournit une aide opérationnelle aux différentes catégories d'intervenants (équipe de gestion, responsable des activités dans la pièce occupée, services techniques et personnel d'entretien) afin d'engager une démarche d'amélioration de la qualité de l'air intérieur.

Les opérations de réhabilitation énergétique ou de rénovation de l'habitat devront prendre en compte l'enjeu de qualité d'air intérieur et concilier objectif environnemental et enjeu sanitaire.

Lutte anti-vectorielle

Le changement climatique s'accompagne également d'une modification de la répartition des insectes vecteurs de maladies. Leur implantation est attendue en Haute-Saône, même si on n'en connaît pas encore l'échéance.

Face à ce risque, les constructions et les aménagements, qu'ils soient publics ou privés, doivent intégrer dans leur cahier des charges des règles de conception particulières (gouttières, bacs de décantation, fossés etc.)

Une orientation du PADD pourrait aussi indiquer que doit être intégrée la prise en compte du risque vectoriel comme le vecteur moustique tigre en limitant la présence de gîtes larvaires (zones d'eau stagnantes à l'air libre) susceptibles d'induire une prolifération de moustiques en saison chaude

Pour le directeur général,
La Cheffe de l'Unité Territoriale santé environnement



Sandrine EGLINGER